

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44211]

3 DECEMBRE 2020. — Décret portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions transversales, fiscales et budgétaires*

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 1 du 18 mars 2020 modifiant les articles 33 et 34 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 4. Les articles 1, 2, 3, 4 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 prorogeant les délais prévus par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 et par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 3 relatifs à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 sont confirmés, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 24 du 23 avril 2020 modifiant et prorogeant la période d'application des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 10 du 26 mars 2020 relatif à la suspension temporaire de certaines dispositions fiscales est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 29 du 30 avril 2020 modifiant l'article 80 du dispositif de budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 7. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 37 du 7 mai 2020 modifiant l'article 109 du décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 49 du 16 juin 2020 relatif aux subventions générales est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE II. — *Économie, Commerce extérieur, recherche, innovation et numérique*

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 26 du 28 avril 2020 relatif à une aide complémentaire au droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants de manière temporaire dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19 et modifiant diverses législations et réglementations est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 27 du 29 avril 2020 relatif au soutien de la recherche et du développement en Wallonie dans le cadre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE III. — *Emploi et économie sociale*

Art. 11. Les articles 1 à 6, 8, 9, 11 à 16, 19 à 27 et 32 à 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale sont confirmés, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 12. Les articles 1 à 8 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 39 du 7 mai 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale sont confirmés, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 51 du 16 juin 2020 relatif aux mesures de déconfinement COVID-19 en matière d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le secteur de l'économie sociale est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE IV. — *Aménagement du territoire*

Art. 14. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 28 du 30 avril 2020 modifiant, à titre temporaire, l'article R.I.6-5 du Code du Développement territorial et l'article 23 du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'avis sur les recours en ce qui concerne le montant des jetons de présence des membres et du représentant du Gouvernement wallon siégeant à la Commission d'avis sur les recours est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 41 du 4 juin 2020 élargissant, à titre temporaire, la dispense de permis d'urbanisme pour le placement d'une terrasse ouverte saisonnière dans le secteur HORECA sur le domaine de la voirie publique est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 44 du 11 juin 2020 autorisant, à titre temporaire, la tenue de l'audition visée à l'article D.IV.66 du Code du développement territorial par vidéo-conférence est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 17. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE V. — *Énergie*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 42 du 11 juin 2020 relatif à l'octroi d'une aide spécifique aux ménages en matière de gaz et d'électricité dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE VI. — *Environnement*

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 43 du 11 juin 2020 relatif au report de l'entrée en vigueur de certaines dispositions modificatives du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, instaurant une certification « Eau » des immeubles bâtis, dénommée « CertIBeau » est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 20. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 45 du 11 juin 2020 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable organisée pour certains projets visés dans le Livre I^{er} du Code de l'environnement est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE VII. — *Pouvoirs locaux*

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 5 du 18 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, sous réserve de la modification suivante :

Dans l'article 2, § 1^{er}, les mots « Elles peuvent notamment déterminer les sanctions administratives à leur infraction. » sont abrogés.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 6 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 8 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, sous réserve de la modification suivante :

Dans l'article 2, § 1^{er}, les mots « Elles peuvent notamment déterminer les sanctions administratives à leur infraction. » sont abrogés.

Art. 24. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 13 du 8 avril 2020 relatif au délai pour rendre les rôles exécutoires prévu par l'article L3321-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 25. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 15 du 10 avril 2020 portant dérogation aux articles L1232-5, § 2, et L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux lieux de sépulture et aux funérailles, modes de sépulture et rites funéraires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 26. Les articles 1, 2, 4, 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 17 du 17 avril 2020 modifiant les arrêtés de pouvoirs spéciaux n° 5 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal, n° 6 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales, n° 7 relatif aux

réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII, n° 8 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial et n° 9 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent sont confirmés, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, sous réserve de la modification suivante :

Dans l'article 1^{er}, les mots « les articles L1122-30 et L1122-33 » sont remplacés par les mots « l'article L1122-30 ».

Art. 27. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 19 du 17 avril 2020 modifiant les articles 4 et 6 de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 15 du 10 avril 2020 portant dérogation aux articles L1232-5, § 2, et L1232-24, § 1^{er}, alinéa 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs aux lieux de sépulture et aux funérailles, modes de sépulture et rites funéraires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 28. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 30 du 30 avril 2020 organisant la tenue des réunions des organes communaux et provinciaux est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 29. Les articles 1, 3, 5, 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 32 du 30 avril 2020 relatif à la tenue des réunions des organes des intercommunales, sociétés à participation publique locale significative, associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, sociétés de logement de service public, A.S.B.L. communale ou provinciale, régies communale ou provinciale autonome, association de projet ou tout autre organisme supralocal ayant pris la forme d'une société ou d'une association sont confirmés, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 30. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 46 du 11 juin 2020 visant à déroger au Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à le compléter afin de soutenir les finances locales obérées par la crise COVID-19 et d'autoriser des déficits budgétaires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE VIII. — *Logement*

Art. 31. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 4 du 18 mars 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions domiciliaires administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 32. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 12 du 2 avril 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 4 du 18 mars 2020 suspendant temporairement l'exécution des décisions d'expulsions administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 33. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 18 du 17 avril 2020 prolongeant la période de suspension d'exécution des expulsions administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 34. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 21 du 22 avril 2020 modifiant l'article 175.2 du Code wallon de l'habitation durable visant un élargissement des missions de la Société wallonne du crédit social est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 35. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 22 du 22 avril 2020 prenant des mesures diverses en matière de bail d'habitation est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 36. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 33 du 4 mai 2020 prolongeant la période de suspension de l'exécution des décisions d'expulsions domiciliaires administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 37. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 40 du 13 mai 2020 interdisant temporairement les expulsions administratives et judiciaires est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE IX. — *Tourisme*

Art. 38. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 47 du 11 juin 2020 portant le programme de soutien aux opérateurs du secteur touristique dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 est confirmé, conformément à l'article 4 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19.

CHAPITRE X. — *Disposition finale*

Art. 39. Les dispositions des arrêtés du Gouvernement confirmés par le présent décret peuvent être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement dans la mesure où un fondement juridique existe à cet effet.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances
et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 292 (2020-2021) N^{os} 1 à 1*sexies* à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 2 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/44211]

3. DEZEMBER 2020 — Dekret zur Bestätigung der im Rahmen der Bewältigung der COVID-19-Gesundheitskrise verabschiedeten Sondervollmächterlasse der Wallonischen Regierung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemein geltende, steuerrechtliche und Haushaltsbestimmungen*

Artikel 1 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 1 vom 18. März 2020 zur Abänderung von Artikel 33 und 34 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 bestätigt.

Art. 2 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmächterlass der wallonischen Regierung Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bestätigt.

Art. 3 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen bestätigt.

Art. 4 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise werden die Artikel 1, 2, 3, 4 und 7 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 20 vom 18. April 2020 zur Verlängerung der Fristen in dem Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 2 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, und in dem Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 3 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bestätigt.

Art. 5 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 24 vom 23. April 2020 zur Änderung und Verlängerung des Zeitraums der Anwendung der Artikel 1 und 2 des Sondervollmächterlasses der Wallonischen Regierung Nr. 10 vom 26. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung bestimmter steuerrechtlicher Bestimmungen bestätigt.

Art. 6 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 29 vom 30. April 2020 zur Abänderung von Artikel 80 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 bestätigt.

Art. 7 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 37 vom 7. Mai 2020 zur Abänderung von Artikel 109 des Dekrets vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 bestätigt.

Art. 8 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 49 vom 16. Juni 2020 über allgemeine Zuschüsse bestätigt.

KAPITEL II — *Wirtschaft, Außenhandel, Forschung, Innovation und digitale Technologien*

Art. 9 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 26 vom 28. April 2020 über eine zeitweilig eingeführte ergänzende Beihilfe für den Anspruch auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige im Zusammenhang mit der Coronavirus-COVID-19-Krise und zur Änderung verschiedener Rechts- und Verordnungsvorschriften bestätigt.

Art. 10 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 27 vom 29. April 2020 über die Unterstützung von Forschung und Entwicklung in der Wallonie innerhalb des befristeten Rahmens für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19 bestätigt.

KAPITEL III — *Beschäftigung und Sozialwirtschaft*

Art. 11 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise werden die Artikel *1bis* 6, 8, 9, *11bis* 16, *19bis* 27 und *32bis* 40 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 11 vom 31. März 2020 über verschiedene Maßnahmen, die in den Bereichen Beschäftigung, Ausbildung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich der Sozialwirtschaft, getroffen wurden, bestätigt.

Art. 12 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise werden die Artikel *1bis* 8 und *12bis* 14 der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 39 vom 7. Mai 2020 zur Abänderung des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 11 vom 31. März 2020 über verschiedene Maßnahmen, die in den Bereichen Beschäftigung, Ausbildung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich der Sozialwirtschaft, getroffen wurden, bestätigt.

Art. 13 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 51 vom 16. Juni 2020 über die Lockerung der COVID-19-Ausgangsbeschränkungen im Bereich Beschäftigung und sozial-berufliche Eingliederung, einschließlich im Sozialwirtschaftssektor, bestätigt.

KAPITEL IV — *Raumordnung*

Art. 14 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 28 vom 30. April 2020 zur zeitweiligen Abänderung von Artikel R.I.6-5 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung und von Artikel 23 der Geschäftsordnung der beratenden Kommission für Einsprüche in Bezug auf die Höhe der Anwesenheitsgelder der Mitglieder und des innerhalb der beratenden Kommission für Einsprüche sitzenden Vertreters der Wallonischen Regierung bestätigt.

Art. 15 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 41 vom 4. Juni 2020 zur zeitweiligen Erweiterung der Befreiung der Städtebaugenehmigung für das Anlegen auf der öffentlichen Straße einer saisonbedingten offenen Terrasse im Hotel- und Gaststättengewerbe bestätigt.

Art. 16 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 44 vom 11. Juni 2020, durch den zeitweilig erlaubt wird, die Anhörung im Sinne von Artikel D.IV.66 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung in der Form einer Videokonferenz abzuhalten, bestätigt.

Art. 17 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 48 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit an der Stelle der vorherigen Informationsveranstaltung für bestimmte im Umweltgesetzbuch genannte Projekte bestätigt.

KAPITEL V — *Energie*

Art. 18 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 42 vom 11. Juni 2020 über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe an die Haushalte in Sachen Gas und Elektrizität im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise bestätigt.

KAPITEL VI — *Umwelt*

Art. 19 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 43 vom 11. Juni 2020 über die Verschiebung des Inkrafttretens bestimmter Abänderungsbestimmungen zum Buche II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, in Bezug auf die Einführung einer "CertIBEau-Zertifikat" genannten Zertifizierung der bebauten Immobilien für Wasser bestätigt.

Art. 20 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 45 vom 11. Juni 2020 zur Organisation der Beteiligung der Öffentlichkeit an der Stelle der vorherigen Informationsveranstaltung für bestimmte im Buche I des Umweltgesetzbuches genannte Projekte bestätigt.

KAPITEL VII — Lokale Behörden

Art. 21 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 5 vom 18. März 2020 über die Ausübung der dem Gemeinderat durch Artikel L1122-30 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Gemeindegremium bestätigt.

In Artikel 2 § 1 werden die Wörter "Sie können insbesondere die verwaltungsrechtlichen Sanktionen bestimmen, die auf Verstöße gegen ihre Bestimmungen anwendbar sind." aufgehoben.

Art. 22 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 6 vom 24. März 2020 betreffend die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien sowie der Verwaltungsorgane, der autonomen Gemeinderegionen, der autonomen Provinzialregionen, der Projektvereinigungen und der Interkommunalen bestätigt.

Art. 23 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 8 vom 24. März 2020 über die Ausübung der dem Provinzialrat durch Artikel L2212-32 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Provinzialkollegium bestätigt.

In Artikel 2 § 1 werden die Wörter "Sie können insbesondere die verwaltungsrechtlichen Sanktionen bestimmen, die auf Verstöße gegen ihre Bestimmungen anwendbar sind." aufgehoben.

Art. 24 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 13 vom 8. April 2020 über die Frist für die Erklärung der Vollstreckbarkeit der Heberollen gemäß Artikel L3321-4 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bestätigt.

Art. 25 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 15 vom 10. April 2020 zur Gewährung einer Abweichung von den Artikeln L1232-5 § 2 und L1232-24 § 1 Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Bezug auf Grabstätten und Bestattungen, Bestattungsarten und Bestattungsriten bestätigt.

Art. 26 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise werden die Artikel 1, 2, 4, 6 und 7 des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 17 vom 17. April 2020 zur Abänderung des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 5 über die Ausübung der dem Gemeinderat durch Artikel L1122-30 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Gemeindegremium, Nr. 6 betreffend die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien sowie der Verwaltungsorgane, der autonomen Gemeinderegionen, der autonomen Provinzialregionen, der Projektvereinigungen und der Interkommunalen, Nr. 7 betreffend die Sitzungen der ständigen Präsidien der Öffentlichen Sozialhilfezentren und Verwaltungsorgane der Vereinigungen Kapitel XII, Nr. 8 betreffend die Ausübung durch das Provinzialkollegium der Befugnisse, die durch Artikel L2212-32 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dem Provinzialrat zugewiesen sind, Nr. 9 betreffend die Ausübung durch das ständige Präsidium der Befugnisse, die durch Artikel 24 des Gesetzes des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren dem Sozialrat zugewiesen sind, bestätigt, unter Vorbehalt der folgenden Änderung:

In Artikel 1 werden die Wörter "Artikel L1122-30 und L1122-33" durch die Wörter "Artikel L1122-30" ersetzt.

Art. 27 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 19 vom 17. April 2020 zur Abänderung der Artikel 4 und 6 des Sondervollmachtenerlasses Nr. 15 vom 10. April 2020 zur Gewährung einer Abweichung von den Artikeln L1232-5 § 2 und L1232-24 § 1 Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in Bezug auf Grabstätten und Bestattungen, Bestattungsarten und Bestattungsriten bestätigt.

Art. 28 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 30 vom 30. April 2020 zur Organisation der Abhaltung der Sitzungen der Gemeinde- und Provinzorgane bestätigt.

Art. 29 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise werden die Artikel 1, 3, 5, 6, 7, 8 und 9 des Sondervollmachtenerlasses Nr. 32 vom 30. April 2020 über die Abhaltung der Versammlungen der Organe der Interkommunalen, Gesellschaften mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung, Vereinigungen von öffentlichen Behörden nach Artikel 118 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren, Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, kommunalen oder provinziellen VoG, autonomen Gemeinde- bzw. Provinzialregionen, Projektvereinigungen oder sonstigen überlokalen Einrichtungen, die die Form einer Gesellschaft oder Vereinigung genommen haben, bestätigt.

Art. 30 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 46 vom 11. Juni 2020 zur Gewährung von Abweichungen von dem Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, zur Ergänzung dieses Kodex zwecks der Unterstützung der wegen der COVID-19-Krise mit Schulden belasteten lokalen Finanzen, und zur Genehmigung von Haushaltsdefiziten bestätigt.

KAPITEL VIII — Wohnungswesen

Art. 31 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 4 vom 18. März 2020 zur zeitweiligen Aussetzung der Durchführung von Beschlüssen zur administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumung bestätigt.

Art. 32 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 12 vom 2. April 2020 zur Abänderung des Sondervollmachtenerlasses Nr. 4 vom 18. März 2020 zur zeitweiligen Aussetzung der Durchführung von Beschlüssen zur administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumung bestätigt.

Art. 33 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 18 vom 17. April 2020 zur Verlängerung der Periode der zeitweiligen Aussetzung von administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumungen bestätigt.

Art. 34 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 21 vom 22. April 2020 zur Abänderung von Artikel 175.2 des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen zur Erweiterung der Aufgaben der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft bestätigt.

Art. 35 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 22 vom 22. April 2020, durch den verschiedene Maßnahmen bezüglich des Wohnmietvertrags getroffen werden, bestätigt.

Art. 36 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 33 vom 4. Mai 2020 zur Verlängerung der Periode der Aussetzung der Durchführung von administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumungen bestätigt.

Art. 37 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 40 vom 13. Mai 2020 zum zeitweiligen Verbot von administrativen und gerichtlichen Wohnungsräumungen bestätigt.

KAPITEL IX — *Tourismus*

Art. 38 - In Übereinstimmung mit Artikel 4 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise wird der Sondervollmachtenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 47 vom 11. Juni 2020 zur Festlegung des Programms zur Unterstützung der Wirtschaftsakteure im touristischen Sektor im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise bestätigt.

KAPITEL X — *Schlussbestimmung*

Art. 39 - Die Bestimmungen der durch vorliegendes Dekret bestätigten Erlasse der Regierung können von der Regierung aufgehoben, ergänzt, abgeändert oder ersetzt werden, unter der Voraussetzung, dass es zu diesem Zweck eine Rechtsgrundlage gibt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 3. Dezember 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2020-2021.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 292 (2020-2021) Nrn. 1 bis 1*sexies* bis 5.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 2. Dezember 2020.

Diskussion

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44211]

3 DECEMBER 2020. — Decreet houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheids crisis COVID-19 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — Overkoepelende, fiscale en budgettaire bepalingen

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 1 van 18 maart 2020 tot wijziging van de artikelen 33 en 34 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 bekrachtigd.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bekrachtigd.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen bekrachtigd.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 worden de artikelen 1, 2, 3, 4 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 20 tot verlenging van de termijnen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 betreffende de aangelegenheden, aan het Waalse Gewest overgedragen krachtens artikel 138 van de Grondwet en betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 bekrachtigd.

Art. 5. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering nr. 24 van 23 april 2020 tot wijziging en tot verlenging van de periode van toepassing van de artikelen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 10 van 26 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van sommige fiscale bepalingen bekrachtigd.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 29 van 30 april 2020 tot wijziging van artikel 80 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 bekrachtigd.

Art. 7. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 37 van 7 mei 2020 tot wijziging van artikel 109 van het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 bekrachtigd.

Art. 8. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 49 van 16 juni 2020 betreffende de algemene toelagen bekrachtigd.

HOOFDSTUK II. — Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën

Art. 9. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 26 van 28 april 2020 tot toekenning, op tijdelijke basis, van een aanvullende steun op het overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen in het kader van de crisis van het coronavirus COVID-19 en tot wijziging van verschillende wetgevingen en reglementeringen bekrachtigd.

Art. 10. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 27 van 29 april 2020 betreffende de ondersteuning van onderzoek en ontwikkeling in Wallonië in het kader van de tijdelijke omkadering van de staatssteunmaatregelen ter ondersteuning van de economie in de actuele context van de breed verspreide COVID-19-epidemie bekrachtigd.

HOOFDSTUK III. — Werkgelegenheid en sociale economie

Art. 11. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 worden de artikelen 1 tot 6, 8, 9, 11 tot 16, 19 tot 27 en 32 tot 40 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

Art. 12. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 worden de artikelen 1 tot 8 en 12 tot 14 van Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 39 van 7 mei 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 39 van 7 mei 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

Art. 13. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 51 van 16 juni 2020 betreffende de afbouwmaatregelen COVID-19 inzake werkgelegenheid en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen bekrachtigd.

HOOFDSTUK IV. — *Ruimtelijke ordening*

Art. 14. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 28 van 30 april 2020 tot tijdelijke wijziging van artikel R.I.6-5 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en artikel 23 van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie over de beroepen met betrekking tot het bedrag van de presentiegelden van de leden en de vertegenwoordiger van de Waalse Regering die zitting heeft in de Adviescommissie over de beroepen bekrachtigd.

Art. 15. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 41 van 4 juni 2020 tot tijdelijke uitbreiding van de vrijstelling van de stedenbouwkundige vergunning bouwvergunning voor het plaatsen van een seizoensgebonden openluchtterras in de HORECA-sector op het openbare wegdomin bekrachtigd.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 44 van 11 juni 2020 waarbij het houden van de hoorzitting bedoeld in artikel D.IV.66 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling tijdelijk wordt toegestaan via videoconferentie bekrachtigd.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan bekrachtigd.

HOOFDSTUK V. — *Energie*

Art. 18. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 42 van 11 juni 2020 betreffende de toekenning van specifieke steun aan de gezinnen inzake gas en elektriciteit in het kader van de sanitaire crisis COVID-19 bekrachtigd.

HOOFDSTUK VI. — *Leefmilieu*

Art. 19. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 43 van 11 juni 2020 betreffende het uitstel van de inwerkingtreding van sommige wijzigingsbepalingen van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, en tot invoering van een certificering "Water" voor bebouwde onroerende goederen, "CertIBeau" genoemd, bekrachtigd.

Art. 20. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 45 van 11 juni 2020 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering georganiseerd voor bepaalde projecten bedoeld in Boek I van het Milieuwetboek bekrachtigd.

HOOFDSTUK VII. — *Plaatselijke Besturen*

Art. 21. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, bekrachtigd.

In artikel 2, § 1, worden de woorden "Zij kunnen met name de administratieve sancties voor hun inbreuk vaststellen." opgeheven.

Art. 22. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 6 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales, bekrachtigd.

Art. 23. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 8 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, bekrachtigd onder voorbehoud van hetgeen volgt:

In artikel 2, § 1, worden de woorden "Zij kunnen met name de administratieve sancties voor hun inbreuk vaststellen." opgeheven.

Art. 24. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 13 van 8 april 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L3321-4 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, bekrachtigd.:

Art. 25. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 15 van 10 april 2020 houdende afwijking van de artikelen L1232-5, § 2, en L1232-24, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de begrafenissen, de wijzen van lijkbezorging en funeraire rituelen, bekrachtigd.

Art. 26. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 worden de artikelen 1, 2, 4, 6 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, nr. 6 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales, nr. 7 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII, nr. 8 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, bekrachtigd onder voorbehoud van hetgeen volgt en nr. 9 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn bekrachtigd.

In artikel 1 worden de woorden “de artikelen L1122-30 en L1122-33” vervangen door de woorden “artikel L1122-30”.

Art. 27. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 19 van 17 april 2020 tot wijziging van de artikelen 4 en 6 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 15 van 10 april 2020 houdende afwijking van de artikelen L1232-5, § 2, en L1232-24, § 1, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de begrafenissen, de wijzen van lijkbezorging en funeraire rituelen, bekrachtigd.

Art. 28. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 30 van 30 april 2020 houdende organisatie van de vergaderingen van de gemeentelijke en provinciale organen bekrachtigd.

Art. 29. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 worden de artikelen 1, 3, 5, 6, 7, 8 en 9 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 32 betreffende de vergaderingen van de organen van de intercommunales, van de maatschappijen met een significante lokale overheids participatie, van de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de openbare huisvestingsmaatschappijen, van de gemeentelijke of provinciale vzw, van de autonome gemeente- of provinciebedrijven, van de projectvereniging of iedere andere bovenlokale instelling die de vorm heeft aangenomen van een vennootschap of een vereniging, bekrachtigd.

Art. 30. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 46 van 11 juni 2020 tot afwijking en aanvulling van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie om de lokale financiën met zware schuldenlast als gevolg van de crisis COVID-19 te steunen en begrotingstekorten toe te laten, bekrachtigd.:

HOOFDSTUK VIII. — *Huisvesting*

Art. 31. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 4 van 18 maart 2020 tot tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen, bekrachtigd.

Art. 32. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 12 van 2 april 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 4 van 18 maart 2020 tot tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen, bekrachtigd.

Art. 33. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 18 van 17 april 2020 tot verlenging van tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen, bekrachtigd.

Art. 34. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 21 van 22 april 2020 tot wijziging van artikel 175.2 van het Waals Wetboek van Duurzaam Wonen waarbij een uitbreiding van de opdrachten van de “Société wallonne du crédit social” beoogd wordt, bekrachtigd.

Art. 35. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 22 van 22 april 2020 nr. 22 tot het nemen van verschillende maatregelen inzake woninghuurovereenkomst, bekrachtigd.

Art. 36. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 33 van 4 mei 2020 tot tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen, bekrachtigd.

Art. 37. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 40 van 13 mei 2020 tot tijdelijke opschorting van de uitvoering van de beslissingen van administratieve en gerechtelijke uitzettingen, bekrachtigd.

HOOFDSTUK IX. — *Toerisme*

Art. 38. Overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 wordt het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 47 betreffende het steunprogramma voor operatoren in de toeristische sector in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 bekrachtigd.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepaling*

Art. 39. De bepalingen van de regeringsbesluiten, bekrachtigd bij dit besluit, kunnen door de Regering opgeheven, aangevuld, gewijzigd worden voor zover daar een rechtsgrond voor bestaat.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 december 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

C. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waals Parlement 292 (2020-2021) Nrs. 1, 1*sexies* tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 2 december 2020.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44210]

3 DECEMBRE 2020. — Décret portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions transversales

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 3 du 18 mars 2020 concernant les matières dont l'exercice a été transféré à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution et relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 3. Les articles 2, 4, 5 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 20 du 18 avril 2020 prorogeant les délais prévus par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 sont confirmés, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 25 du 27 avril 2020 relatif aux réunions des organismes publics wallons est confirmé, conformément à l'article 5 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution.